

L'OEA révoque par consensus l'exclusion de Cuba.

San Pedro Sula (Honduras) 3 juin – Les Etats-unis n'ont pu empêcher ce mercredi que la trenteneuvième assemblée générale de l'OEA décide, par consensus de ses 34 pays membres, d'annuler, sans aucune condition, la résolution qui, en 1962, avait exclu Cuba de cet organisme, annulation qui fut qualifiée de « sage et honorable » par le président du Honduras Manuel Zelaya.

« Cette souillure nous pesait » assura le président nicaraguayen Daniel Ortega, lors de son intervention dans un discours où il mit en relief la bataille héroïque de Cuba pendant cinquante ans au milieu d'un blocus qui « n'est pas de l'histoire, qui est une réalité ».

L'OEA, siégeant dans cette ville du Honduras, a débattu sur le thème de Cuba à la demande d'un grand nombre de pays latinoaméricains, en particulier des membres de l'ALBA et de l'Equateur, bien que ce sujet n'ait pas figuré dans l'ordre du jour et ce sujet fut le sujet dominant lors des sessions de travail où un grand nombre de pays considéra comme ignominieuse cette résolution qui exclut l'île en représailles contre la révolution et l'attitude digne du peuple cubain défendant son indépendance et sa souveraineté.

Selon Notimex, « les négociations furent tendues, au point que, dans la nuit du mardi, la secrétaire d'Etat étasunienne Hillary Clinton quitta la salle ». De fait, les Etats-Unis ne purent empêcher l'approbation de cette résolution et furent tout le temps sur la défensive, selon les analystes internationaux.

De son côté, le chancelier vénézuélien Nicolas Maduro, dit dans son intervention devant l'assemblée, que maintenant, il faut que les Etats-Unis lèvent le blocus économique contre Cuba, ce qui fut dit aussi par d'autres nations d'Amérique Latine et des Caraïbes, qui, unanimement, mirent en tête leur critère « sans aucune condition, quelle qu'elle soit » selon IPS d'effacer la grave erreur historique commise en 1962 « lorsqu'elle suspendit la participation de Cuba au système interaméricain sous la pression des Etats-Unis. »

La chancelière du Honduras, Patricia Rodas, lut le texte en deux points adopté par consensus, qui annule la résolution 662 du 31 janvier 1962 qui rejeta Cuba de cet organisme hémisphérique, considérant qu'elle avait dévié vers le marxisme-léninisme, dit IPS dont le compte-rendu indique que les participants applaudirent la décision debout.

Le chancelier équatorien Fender Falconi a estimé que le plus transcendantal de la résolution fut son adoption « sans condition d'aucune sorte et c'est bon signe puisqu'une erreur historique a été réparée ».

L'Amérique du Sud célèbre la fin de l'exclusion de Cuba de l'OEA, titrait Notimex dans une de ses dépêches de presse dans laquelle il informait que les gouvernements des pays de la région applaudirent la résolution historique adoptée ce mercredi.

En Argentine, la présidente Kristina Fernandez assura que le fait d'annuler l'exclusion de Cuba du système interaméricain « est très important, il signifie une avancée en qualité et un dédomagement apporté à la dignité régionale ».

Depuis La Havane où il est invité par le président Raúl Castro, le chef d'Etat du Paraguay, Fernando Lugo, a accueilli favorablement la nouvelle et a rappelé que « Cuba ne s'est jamais mise à genoux devant personne ».

Pour sa part, EFE rapporte que le président vénézuélien Hugo Chavez a qualifié de « grand triomphe » la résolution sur Cuba bien qu'elle ne soit « pas suffisante » car il considère que « ce n'est que le point de départ d'une ère nouvelle car l'OEA est là, avec ses mécanismes intacts et l'impérialisme intact ».

« Cuba ne sollicite pas sa réintégration à l'OEA, le grand mérite de Cuba est d'avoir résisté à l'impérialisme » a dit le chef de la révolution bolivarienne qui mit en évidence le rôle de l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA) dans la concrétisation de cette décision prise par l'OEA avec l'appui du Brésil et du CARICOM, » a dit Chavez.

(source « Juventud rebelde » 4 juin 2009)

(traduction Gaston Lopez)